



Westminster & City News

NUMÉRO 18

Du 4 au 10 mai 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Rapport sur l'inflation: la Banque d'Angleterre maintient la politique monétaire inchangée – Les membres du Comité de politique monétaire (MPC) ont voté à 7 contre 2 le maintien du taux directeur à 0,5 % et à l'unanimité le maintien du stock de rachat de dette (435 Md£ de dette souveraine et 10 Md£ de dette privée). Ian McCafferty et Michael Saunders, deux membres externes du MPC, ont voté en faveur d'une hausse des taux à 0,75 % dès mai. En novembre dernier, les membres avaient voté une hausse du taux directeur à 0,5 % (+0,25 pt), la première depuis 2007. Lors du vote de février, ils ont annoncé leur intention de poursuivre un resserrement monétaire à un rythme plus soutenu qu'escompté. Toutefois, les performances économiques mitigées au T1 2018 et une baisse de l'inflation plus rapide que prévue ont conduit à différer ce resserrement. Les membres ont cependant annoncé leur intention de poursuivre la normalisation de la politique monétaire. Les prévisions de croissance du PIB de la BoE ont été revues à la baisse à 1,4 % au T2 2018 en glissement annuel (-0,4 pt).

Les *councils* rachètent des centres commerciaux en difficulté – Ces derniers mois, un nombre croissant de collectivités locales (*councils*) ont racheté des centres commerciaux délaissés. Selon BNP Paribas Real Estate, les investissements dans les centres commerciaux réalisés par les autorités locales au T1 (250 M£) ont représenté 70 % de l'investissement total dans les centres commerciaux sur la période. Ces opérations de rachat permettent aux collectivités locales de soutenir la croissance économique locale et de contribuer à la régénération des zones en difficulté, tout en se constituant une source de revenus annuels stable appréciable pour financer les services qu'elles assurent. Dans un contexte de coupes drastiques des budgets locaux, les *councils* ont bénéficié pour réaliser ces achats d'un financement à bas coût rendu possible par le *Public Works Loan Board*. Ce phénomène d'accélération de rachat pourrait s'avérer préoccupant à plus long terme, dans la mesure où il ne s'agit pas d'actifs *premium* et où les *councils* ne sont pas toujours les mieux placés pour gérer ces actifs.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Les ventes au détail ont fortement chuté en avril, surtout sous l'effet calendaire des fêtes de Pâques – D'après l'enquête du *British Retail Consortium* (BRC), la valeur des ventes au détail à périmètre constant s'est contractée de 4,2 % en avril en glissement annuel après une croissance positive de 1,4 % en mars. Le total des ventes a diminué de 3,1 % en avril après une hausse de 2,3 % le mois précédent. Cette baisse est surtout associée aux fêtes de Pâques (deux jours ouvrables chômés au RU), arrivées plus tôt cette année, mais reflète également une évolution du comportement des consommateurs qui semblent privilégier l'amélioration de leur situation financière à l'augmentation des dépenses. La chute des prix dans les commerces (-1 % en avril en glissement annuel) indique que les chiffres en volume devraient être légèrement moins défavorables. Bien que la croissance des salaires réels ne soit plus négative, la hausse des contributions minimums aux retraites notamment a affecté les revenus des ménages en avril.

La Intergenerational Commission propose la mise en place d'un « héritage citoyen » de 10 000 £ – Cette somme, financée par l'introduction de nouveaux impôts sur la propriété et la fortune, serait allouée aux individus de 25 ans pour leur permettre d'acheter leur premier logement ou de rembourser une partie de leur prêt étudiant. D'après le [rapport](#) final de la *Intergenerational Commission* – un panel d'experts mis en place par le think-tank *Resolution Foundation* – cette mesure permettrait d'offrir davantage de perspectives aux *Millennials* (population née entre 1981 et 2000) qui semblent évoluer dans un contexte économique plus compliqué que les générations antérieures. Il s'agit de la première génération dont les salaires ne sont pas en moyenne plus élevés que ceux des individus du même âge 15 ans plus tôt et ils seraient en moyenne deux fois moins nombreux à être propriétaires à l'âge de 30 ans que ceux de la génération des *baby boomers*. Les *Millennials* dépensent en moyenne 25 % de leur revenu dans le logement contre 17 % pour les *baby boomers* au même âge.

Une baisse drastique des prix des logements britanniques en avril – D'après l'indice publié mardi dernier par la banque Halifax, les prix des logements ont chuté de 3,1 % en avril après une hausse de 1,5 % en mars. Il s'agit de la plus forte baisse depuis septembre 2010 et de la seconde plus forte baisse depuis la création de cet indice en 1983. Toutefois, ce chiffre pourrait ne refléter que la volatilité de cet indicateur bien qu'il soit corrigé des variations saisonnières. La croissance sur trois mois en glissement annuel reste positive à 2,2 % après 2,7 % en mars. La confiance mitigée des consommateurs couplée à la légère hausse des taux hypothécaires suggère une tendance à la baisse de la demande. Les prix des maisons au Royaume-Uni ont légèrement baissé en avril, sous l'effet des pires résultats de Londres depuis près d'une décennie, selon une enquête étroitement surveillée menée auprès des agents immobiliers.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Le déficit commercial britannique est resté stable au premier trimestre 2018 – Selon l'[ONS](#), la balance du RU pour les biens s'est établie à -34,6 Md£ au T1 2018 contre -34,4 Md£ au T1 2017. Ce résultat découle d'une hausse des exports de 2,8 % en glissement annuel (g.a.) qui a plus que compensé l'augmentation de 2,1 % des imports. Les données en volume confirment cette tendance et indiquent un fort dynamisme des imports depuis les pays tiers (+2,5 %), tandis que la croissance des imports depuis l'UE est presque nulle. Les termes de l'échange se sont en revanche dégradés avec une hausse du prix des exports de 1 % en g.a. contre 1,7 % pour les imports. S'agissant des relations bilatérales, l'excédent commercial britannique avec les É-U a augmenté de 1,2 Md£ à 4,3 Md£, en raison d'une hausse des exports britanniques vers les É-U de 4,2 % et d'une baisse de 7,1 % des imports britanniques depuis les É-U. L'excédent commercial français a quant à lui augmenté de 210 M£ à 883 M£, grâce à une hausse de 4,8 % des exports français vers le RU qui a surpassé l'augmentation de 1,8 % des imports français depuis le RU.

Le déficit du RU pour les biens et services en 2016 a été fortement revu à la baisse – D'après l'[ONS](#), la balance britannique pour les biens et services aurait été largement sous-évaluée pour l'année 2016 : elle est en fait de -30,9 Md£ et non de -40,7 Md£ comme précédemment annoncée. Cette révision à la hausse du déficit est due à une sous-évaluation de 2,8 Md£ des exportations de biens et de 6,9 Md£ des exportations de services. C'est particulièrement le cas des services financiers dont la valeur est calculée à partir de la commission perçue par l'exportateur ou du gain réalisé sur la plus-value d'une vente (*spread*). Or les nouvelles données publiées par la Banque d'Angleterre pour 2016 montrent que la valeur des gains réalisés sur les plus-values est supérieure aux précédentes estimations. Le déficit pour les biens et services passe donc de 2,1 % à 1,6 % du PIB, sans incidence notable sur la croissance britannique qui est pour sa part révisée à la baisse de 0,1 pt à 1,8 %.

UKEF a mis en place un partenariat avec Atkins pour financer des projets d'infrastructures – Au cours de son premier forum, l'agence de crédit-export *UK Export Finance* a [indiqué](#) avoir signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec le britannique Atkins, spécialisé dans le conseil aux entreprises en matière de conception, d'ingénierie et de gestion de projet. Atkins s'est ainsi engagé à promouvoir les produits de UKEF auprès des exportateurs britanniques et à identifier les projets susceptibles d'être éligibles à ces derniers. Selon le PDG d'Atkins, ce partenariat [permettra](#) ainsi à UKEF de financer des projets à un stade préliminaire et pour des contrats d'un montant inférieur à ceux généralement considérés par l'agence de crédit-export. Atkins a d'ores et déjà identifié 30 projets dans 15 pays. Dans son [discours](#), le ministre du Commerce international a également annoncé la signature d'un MoU avec le Fonds de reconstruction et de développement ouzbèke afin de soutenir la mise en œuvre de projets dans le secteur des hydrocarbures.

BANQUES ET ASSUREURS

Les résultats d'HSBC déçoivent malgré un rachat d'actions à hauteur de 2 Md\$US – Le cours de l'action HSBC [a chuté](#) le 4 mai dernier après la publication de résultats trimestriels décevants pour les investisseurs, éclipsant l'annonce d'un rachat d'actions de 2 Md\$US. Cette chute du cours de bourse s'explique surtout par la forte croissance des charges, supérieure à celle des revenus. L'augmentation des charges d'exploitation (+ 13 % sur l'année) est notamment due à l'accroissement des coûts liés à l'expansion de la banque et à la décision de provisionner 897 M\$US dans le cadre de l'enquête en cours aux États-Unis sur les ventes abusives de titres hypothécaires avant la crise financière de 2008. Les bénéfices ont cependant été plus élevés dans toutes les divisions (à l'exception de la division *Global Banking and Markets*), notamment grâce à la remontée des taux d'intérêt. Cela n'a cependant pas suffi à rassurer les investisseurs, échaudés par la baisse du rendement des capitaux propres qui est passé de 8 % au T1 2017 à 7,5 % au T1 2018.

RBS transige avec le Ministère de la Justice américain pour 4,9 Md\$US – L'établissement bancaire britannique a annoncé avoir signé un [accord amiable](#) avec le *Department of Justice* américain pour mettre fin à l'enquête ouverte aux États-Unis sur l'émission de titres financiers adossés à des prêts hypothécaires risqués entre 2005 et 2007 avant la crise des *subprimes*. RBS, sauvée de la faillite en 2008 par le gouvernement britannique et toujours détenue à 71 % par l'État, avait été très critiquée, comme d'autres grands établissements financiers, pour avoir accordé trop facilement des crédits hypothécaires à des ménages financièrement précaires. RBS avait déjà été condamnée à payer une amende de 5,5 Md\$US à la *Federal Housing Finance Agency* en 2017 et une autre de 1,1 Md\$US à la *National Credit Union Administration* en 2016. Cet accord de principe avec le *Department of Justice* américain facilite en théorie une éventuelle sortie du capital du gouvernement britannique, mais le sujet est politiquement sensible compte tenu d'une possible moins-value pour l'État.

RÉGULATION FINANCIÈRE

La BoE émet une nouvelle règle sur le signalement des incidents informatiques dans les CCP – La nouvelle [règle](#) formalise l'obligation pour les chambre de compensation du Royaume-Uni (CCP) de notifier à la Banque d'Angleterre certains incidents ayant un impact sur leurs systèmes informatiques. La banque avait publié un document de consultation en février dernier et a décidé d'appliquer la règle telle qu'elle a été proposée. La règle est maintenant effective et s'impose aux chambres de compensation de manière contraignante depuis le 7 mai 2018.

FINTECH & BLOCKCHAIN

HSBC lance la reconnaissance faciale pour l'authentification bancaire mobile – Les clients d'HSBC peuvent maintenant se connecter sur leur plateforme mobile HSBCnet en s'identifiant avec la technologie de reconnaissance faciale *Face ID*, aujourd'hui disponible dans 24 pays, dont le Royaume-Uni, les États-Unis et la Chine. *Face ID* n'est aujourd'hui utilisable que sur l'iPhone X, mais devrait être disponible sur davantage de téléphones à l'avenir. Les clients HSBC pouvaient déjà se connecter à leur compte mobile en utilisant les options de reconnaissance vocale et de reconnaissance d'empreinte digitale *Touch ID*, mais cette annonce, qui intervient dans un contexte global de renforcement de la sécurité des données personnelles et de concurrence accrue sur le marché de la banque de détail, marque une nouvelle étape dans la facilitation de l'accès des utilisateurs à leur compte mobile.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Robin Fournier, Laura Guenancia et Louis Martin.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 10 mai 2018